



Plan de relance: entre son train de vie et celui des Français, l'État a tranché

Le gouvernement s'apprête à injecter 100 milliards d'euros d'aides supplémentaires dans l'économie française. S'interrogeant sur l'efficacité des plans de relance, le président de Contribuables associés estime que l'exécutif devrait réduire son train de vie plutôt que de générer de nouvelles dépenses que devront payer les Français.

Visuel indisponible

160.000 emplois créés en 2021, tel est l'objectif du fameux plan de relance de l'économie française annoncé par Jean Castex début septembre. Chiffré à 100 milliards d'euros, son examen a débuté à l'Assemblée nationale, dans le cadre de celui du Projet de loi de finances (PLF) pour 2021.

« *Chaque emploi coûterait 625.000 € pour les finances publiques et donc les contribuables français [...] cela équivaut à 32 années de SMIC* », vulgarise Eudes Baufreton, directeur de Contribuables associés. Une « *division simple* », mais aussi simple qu'in fine, ce plan de relance « *sera payé par le contribuable* », défend-il au micro de *Sputnik*.

«C'est un montant qui nous paraît démesuré comparé à son faible résultat. Cela ne peut qu'amener des questions sur la manière dont cela a été calculé et on voit bien qu'il y a un flou artistique derrière. Flou artistique qui sera payé par le contribuable», développe le directeur de Contribuables associés.

Celui-ci a ainsi fait passer aux 577 députés une suggestion de question écrite à Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, afin d'obtenir des « *précisions* » sur ce fameux chiffre. Autre point qui suscite la curiosité d'Eudes Baufreton: des projections en matière de créations d'emplois ont-elles été réalisées dans l'« *hypothèse* » ou les 100 milliards du plan de relance « *auraient été exclusivement mobilisés sous forme de réductions de charges sociales, d'impôts et de taxes* »?

Moins de charges sociales pour être «compétitifs»

En effet, ce plan censé sauver l'économie française –et préserver des centaines de milliers d'autres emplois– n'alloue qu'un tiers de ses ressources (34 milliards d'euros) à la stimulation de la compétitivité des entreprises. Parmi eux, 20 milliards sont en réalité des baisses d'impôts, plus précisément celles des impôts de production, annoncées par Bruno Le Maire. Bien qu'il salue cette décision d'« *enfin* » baisser ces charges sur les entreprises industrielles, Eudes Baufreton rappelle que ces prélèvements resteront « *six fois supérieurs* » à leurs équivalents d'outre-Rhin. « *Cela va dans le bon sens, mais ce n'est pas avec ça qu'on réindustrialisera le pays* », tacle le directeur de Contribuables associés.

«Le seul moyen de lutter contre cette désindustrialisation c'est d'avoir un coût de la main-d'œuvre qui soit compétitif. Pour être compétitif aujourd'hui, il faut avoir moins de charges sociales», insiste le responsable associatif.

Ce dernier fait la distinction entre les charges pesant sur les épaules des ménages et celles grevant les comptes des entreprises: celles qui correspondent à des prestations (chômage, retraites, etc.) et celles qui ne servent qu'à alimenter l'administration responsable de la gestion du système de redistribution. Or, la charge

[Visualiser l'article](#)

fiscale générée uniquement par cette dernière est en France « *disproportionnée par rapport à ce que font d'autres pays* », selon Eudes Baufreton.

Préserver l'environnement économique

Pour lui, au lieu de demander un énième effort fiscal aux Français afin de créer de nouvelles subventions, l'État aurait eu mieux fait de réaliser des économies et ainsi de diminuer la pression fiscale dans le pays.

«Il aurait fallu que l'État fasse un plan de restructuration de son périmètre, qu'il élague tout ce qui est inutile. [...] La période du Covid nécessitait un coup de pouce de l'État. Le problème en France, c'est qu'avant la crise, on était déjà dans une situation d'obésité de l'État-providence, ce qui ne permettait aucune marge de manœuvre», [9: 41] estime Eudes Baufreton. «C'est comme si on était sur la ligne de départ d'un 100m, en surpoids et qu'on s'étonnait de ne pas finir la course», insiste-t-il.

Parmi les subventions, celles destinées à rendre l'économie française plus « *verte* ». Avec 30 milliards d'euros, le montant que « *France relance* » destine à la transition écologique avoisine celui destiné à venir en aide aux entreprises. Une « *incongruité* » totale, qui plus est « *financée par le contribuable* », sur laquelle rebondit Eudes Baufreton. Il évoque notamment le cas du « *véritable business* » que sont devenues pour certains les éoliennes, sans pour autant réduire le coût de l'électricité . « *Une idéologie qui coûte extrêmement cher* », insiste le directeur de [Contribuables associés](#). Bien qu'il ne remette pas en cause la nécessité de préserver la planète, selon lui, un juste milieu avec la préservation de l'environnement économique doit être trouvé.

«C'est quand même paradoxal de vouloir investir dans de l'écologie quand, de l'autre côté, l'idéologie des mouvements écologistes est la décroissance», renchérit Eudes Baufreton.

Conséquence de la propension de l'État à dépenser plutôt qu'à réduire son train de vie? Eudes Baufreton rappelle le statut de vice-champion de la pression fiscale que la France conserve au sein de l'OCDE. Un taux record de prélèvements obligatoires (impôts et charges), auquel s'ajoute un endettement tout aussi record de 34.000 euros par Français. Encore aggravée par la crise , cette note salée sera encore alourdie de ces 100 nouveaux milliards que l'État va dépenser, ne pas prélever ou trouver auprès de ses partenaires européens.

Sur ce dernier point, Eudes Baufreton évoque le « *chantage* » de Paris sur la scène européenne, afin d'obtenir un « *prêt mutualisé* », faute d'avoir la confiance des marchés. «C 'est dire la situation extrême de surendettement dans laquelle on est et la dégradation des finances publiques de la France ».

«La seule solution de bon sens, qu'il faudra adopter d'une manière ou d'une autre, est une cure d'amaigrissement de l'État. Or évidemment, les serviteurs de l'État préfèrent aller négocier à Bruxelles un emprunt de plus et faire payer les Français plutôt que de se remettre en question et de chercher dans leur propre périmètre où ils auraient pu faire des économies.»